2026, l’année internationale des volontaires

Une année pour reconnaître et renforcer l’engagement volontaire

2026, l’année du volontariat marque une étape clé pour célébrer, renforcer et reconnaître l’engagement des volontaires et bénévoles à tous les niveaux – local, national et international. En la proclamant Année internationale du volontariat au service du développement durable, les Nations Unies soulignent le rôle déterminant du volontariat dans la mise en œuvre de l’Agenda 2030 et l’atteinte des Objectifs de développement durable, de la lutte contre la pauvreté à l’égalité entre les genres, en passant par la santé, l’éducation et la cohésion sociale. Véritable levier intersectoriel, le volontariat s’affirme comme un instrument puissant de la transition durable et de la transformation des sociétés.

L’Année internationale 2026 a pour ambition de valoriser l’impact social, environnemental et économique du volontariat, de consolider les politiques publiques en faveur de l’engagement citoyen, et d’encourager la participation de nouveaux publics, en particulier les jeunes. Elle vise également à renforcer les coopérations entre acteurs associatifs, institutions et citoyens. Au-delà d’une reconnaissance symbolique, 2026 se veut une année résolument tournée vers l’action, l’expérimentation et la mobilisation collective.

Au défap, le volontariat fondé sur des partenariats durables

À travers l’envoi et l’accueil de volontaires, le Défap agit concrètement pour une solidarité fondée sur l’égalité, la réciprocité et la responsabilité envers autrui. Les missions sont construites à la demande et en étroite collaboration avec ses partenaires, principalement des Églises et des associations proches des Églises, et s’inscrivent dans des relations anciennes entre la France et l’Afrique francophone, Madagascar, l’océan Indien, le Pacifique ou les Caraïbes. Chaque envoi prolonge une histoire collective existante et permet aux volontaires de s’intégrer pleinement à la vie des communautés locales, en partageant leur quotidien et en mettant leurs compétences, enseignement, santé, coordination, développement, au service de projets porteurs de justice sociale, d’éducation, de santé et de paix.

Cette approche de double partenariat, à la fois avec les structures d’accueil et avec les personnes envoyées, fait du volontariat un engagement profondément humain et formateur, sur les plans personnel, spirituel, professionnel et civique. En 2025, le Défap a ainsi envoyé 11 volontaires internationaux et accueilli 7 volontaires de réciprocité, illustrant concrètement sa vision d’un volontariat au service d’un monde plus juste et durable.

Le volontariat, un outil aujourd’hui menacé

Mais alors que 2026 a été proclamée Année mondiale du volontariat pour le développement durable, le volontariat international se trouve paradoxalement fragilisé en France par de lourdes incertitudes budgétaires. Les premiers arbitrages du projet de loi de finances 2026 prévoyaient une baisse de 10 millions d’euros des crédits dédiés au volontariat

international, soit près de 50 % des départs de volontaires sacrifiés en une seule année. Si la mobilisation de la société civile et des parlementaires a permis de ramener cette coupe à –2,5 millions d'euros en commission des Finances à l'Assemblée nationale, les débats au Sénat laissent craindre un durcissement supplémentaire, mettant en danger la pérennité même des dispositifs existants. Ces réductions s'inscrivent dans un contexte de contraction globale de l'Aide publique au développement, dont la part pourrait tomber à 0,6 % du budget de l'État, en contradiction avec les engagements internationaux de la France.

Affaiblir le volontariat international, comme l'alerte le CLONG-Volontariat, c'est fragiliser un outil stratégique de coopération, rompre des partenariats construits sur le long terme, réduire l'impact sur les Objectifs de développement durable et priver des milliers de jeunes d'une expérience d'engagement profondément transformatrice. Le volontariat n'est pas une variable d'ajustement budgétaire : il constitue un investissement essentiel pour la transition, la cohésion sociale et la crédibilité internationale de la France, qui appelle aujourd'hui un sursaut politique à la hauteur des enjeux.